

Je me permets d'ajouter que le ministre suédois des Affaires étrangères, Osten Unden, a déclaré aux Nations Unies que les quatre grandes puissances devraient entamer des négociations relativement à la question d'élections libres dans toute l'Allemagne et présenter un rapport aux Nations Unies à ce sujet dans un délai d'un mois. Cette proposition a été formulée l'hiver dernier au cours de l'intervalle qui s'est écoulé entre les réunions de Rome et de Lisbonne de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord. On pourrait apporter d'autres citations non seulement du parti social-démocrate, mais aussi de l'autre parti associé à Adenauer. Je songe aux démocrates libres, qui forment une coalition avec le partie de l'union démocrate chrétienne en Allemagne. M. Karl Pfeleiderer, des démocrates libres, a dit qu'il n'était peut-être pas sage d'appliquer les traités en vitesse. Il s'en est effectivement pris à M. Adenauer parce que celui-ci a déclaré au bundstag que les traités doivent être ratifiés prochainement pour plaire aux États-Unis. Voici un extrait des paroles de M. Pfeleiderer:

Je ne sais pas si le gouvernement de l'Allemagne de l'ouest se rend compte que l'opinion publique ne le soutient pas. Nous nous indignons à cette tentative de rattacher une importante décision dont dépend notre avenir à une campagne électorale d'un pays étranger.

Il faisait allusion aux élections américaines. Beaucoup d'Européens sont d'avis que la hâte des États-Unis, la pression qu'ils exercent, sont dûes en partie, à la situation politique de ce pays. J'ajoute que j'ai vu récemment plusieurs articles déclarant que les partis démocratiques de l'Europe de l'Ouest s'inquiètent fort du choix du général MacArthur comme l'orateur qui donnerait le ton au congrès national du parti républicain. Ils craignent, peut-être à tort, l'élection de M. Taft pour ces raisons. Des commentaires vigoureux ont été faits à ce sujet. M. Pfeleiderer dit aussi que les Allemands veulent que tous les aspects de l'unification soient minutieusement étudiés avant la ratification du traité. Il a ajouté que les Allemands veulent l'unification et la paix, non pas la guerre.

On pourrait citer bien des déclarations semblables. Je crois que notre position a été assez clairement exposée dans la déclaration officielle que l'exécutif national de la CCF a faite à la presse le 25 mai. J'aimerais la consigner au compte rendu. La voici:

La CCF regrette que les gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Allemagne occidentale persistent dans leur détermination de signer le traité de paix maintenant avec l'Allemagne. La signature de ce traité pourra peut-être mettre fin à tous les espoirs d'unification de l'Allemagne et, par conséquent, permettre aux communistes d'exploiter à leurs propres fins le nationalisme alle-

mand. De plus, il n'y a pas de doute que de vastes secteurs de la population allemande, la majorité peut-être, y sont opposés et il y a lieu de douter que le traité soit ratifié même par le présent parlement de Bonn.

Le bureau national de la CCF appuie entièrement l'attitude du bureau du parti travailliste britannique et d'autres partis socialistes européens. Nous prions les gouvernements intéressés de revenir sur leur décision même s'il est déjà tard. Il faut d'abord tenter d'amorcer des négociations entre les quatre puissances en vue de l'unification de l'Allemagne et de la tenue d'élections libres. Refuser de faire même une tentative pour amorcer des négociations de ce genre, c'est accepter la responsabilité de la division permanente de l'Allemagne. Tôt ou tard, une pareille attitude nous fera presque sûrement perdre l'appui du peuple allemand, même dans l'Allemagne occidentale, et pourra même rendre vain tout programme d'intégration en Europe occidentale.

En tout état de cause, on ne devrait pas faire accepter contre le gré de la population de l'Allemagne de l'Ouest un acte aussi décisif qu'un pacte de paix. Il conviendrait donc d'attendre que de nouvelles élections y aient été tenues, que la population allemande se soit elle-même prononcée sur une question d'une si grande importance pour son avenir et pour le sort de la paix.

Le point à retenir dans cette déclaration, et il revient constamment dans les déclarations émanant des partis démocratiques de l'Europe de l'Ouest, c'est de prendre garde que l'impatience dont on a fait preuve ne fasse le jeu des communistes de l'Europe de l'Ouest. Tenter d'imposer à l'Europe de l'Ouest des lignes de conduite qui ne recevront pas l'appui de l'immense majorité de ses populations, c'est, en effet, faire le jeu de la Russie et des partis communistes tant de l'Europe de l'Ouest que de l'Europe de l'Est.

Encore une fois, le réarmement ou la collaboration à la défense de l'Europe de l'Ouest qui peuvent être opportuns et qui doivent être réalisés devraient s'accomplir à partir de l'intégration des troupes allemandes nécessaires sous l'état-major général allié, séparé d'un état-major général allemand, et, dans la mesure du possible, sous la direction des pays démocratiques occidentaux. Autrement, nous édifierons, en Allemagne de l'Ouest une armée,—et c'est là, j'en suis sûr, le sentiment de la France,—qui pourra collaborer un jour avec l'armée qu'on lève et qu'on a levée en Allemagne de l'Est; la France, l'Europe et le monde entier se trouveront encore une fois en face du fait accompli que sera une armée allemande puissante menaçant la paix de l'Europe et du monde.

Nous sommes aux prises avec un dilemme, il est vrai, parce que nous sommes menacés dans tout le monde par une agression qui viendrait d'au delà du rideau de fer. Les gens d'au delà du rideau affirment qu'ils défendent la paix et sont désireux de maintenir la paix dans le monde, mais j'aimerais posséder plus de preuves de leur désir de